

GEORGES-HENRI
SOUTOU

TEXT O © ESSAIS

La grande rupture

De 1989 à nos jours

**DE LA CHUTE DU
MUR À LA GUERRE
D'UKRAINE**

LA GRANDE RUPTURE

DU MÊME AUTEUR

Europa ! Les projets européens de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, Paris, Tallandier, 2021 ; coll. « Texto », 2022.

L'Action extérieure de la France (dir.), Paris, PUF, 2020.

La Guerre froide de la France 1941-1990, Paris, Tallandier, 2018 ; coll. « Texto », 2023.

La Grande Illusion. Quand la France perdait la paix 1914-1920, Paris, Tallandier, 2015 ; coll. « Texto », 2019.

L'Europe de 1815 à nos jours, Paris, PUF, coll. « Nouvelle Clio », 2007.

La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990, Paris, Fayard, 2001 ; coll. « Pluriel », sous le titre *La Guerre froide*, 1943-1990, 2011.

L'Alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands (1954-1996), Paris, Fayard, 1996.

L'Or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale, Paris, Fayard, 1989.

GEORGES-HENRI SOUTOU

LA GRANDE RUPTURE

De 1989 à nos jours

TEXTO

Texte est une collection des éditions Tallandier

Cet ouvrage est publié sous la direction de Denis Maraval.

Cartes : © Légendes Cartographie / Éditions Tallandier, 2024

© Éditions Tallandier, 2024 et 2025 pour la présente édition
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-5608-4

Pour Jacqueline

INTRODUCTION

Dans les années 1989, 1990, 1991 et souvent au-delà, la chute du Mur, la fin de l'URSS et du communisme suscitèrent en Occident un grand optimisme. « La fin de l'Histoire », écrivait dans un article fameux le politologue américain Francis Fukuyama¹. Il voulait dire en fait que désormais la démocratie et l'économie libérales régneraient sans partage dans un monde apaisé. On sortait du cycle des affrontements planétaires, des deux guerres mondiales à la guerre froide.

Aujourd'hui, à l'heure de la guerre en Ukraine, on en est loin. Sans parler de toutes les crises qui se sont succédé, des Balkans au Moyen-Orient, de l'échec de nombre d'interventions occidentales, de l'Afghanistan à l'Afrique sahélienne, ou de leurs conséquences non maîtrisées, comme en Irak. Et sans parler des problèmes financiers et économiques récurrents des Occidentaux depuis la crise des *subprimes* en 2008, et de tous les effets négatifs d'une mondialisation chaotique, des problèmes migratoires aux pandémies.

Mais on voudrait se concentrer ici sur un aspect certes pas unique, certes non sans liens avec les autres, mais spécifique et central : celui des rapports entre la Russie et l'Occident depuis 1990. Deux niveaux d'analyse coexistent et même se mélangent dans les perceptions et les réflexions de beaucoup de commentateurs et de responsables (des deux côtés

d'ailleurs) : celui des structures historiques, culturelles et civilisationnelles lourdes et celui des relations politiques et stratégiques à plus court terme.

La place de la Russie en Europe a toujours fait débat. Et pour les Européens occidentaux et pour les Russes. Depuis l'ouverture contrôlée vers l'Europe voulue par Pierre le Grand au début du XVIII^e siècle, les Occidentaux se sont partagés sur cette question. Et les Russes également. C'est le vieux débat entre « slavophiles » et « occidentalistes ».

L'un des premiers récits de voyage d'un Européen de l'Ouest en Russie est celui d'Adam Olearius en 1633-1639². Il était le secrétaire d'une ambassade du duc de Holstein auprès du grand-duc de Moscovie et du roi de Perse. On trouve dans son livre une description complète, y compris les mœurs, le régime, l'administration, la religion, le servage. On est évidemment très loin de l'Europe occidentale du temps. Mais le ton du récit est objectif, voire sympathique. L'auteur reconnaît sans hésiter l'orthodoxie comme religion chrétienne, ce qui n'est pas le cas, dit-il, de beaucoup de pasteurs protestants. Le récit est nuancé : la Moscovie n'est pas l'Europe, mais en même temps elle n'est pas radicalement différente ; le sentiment de l'altérité réelle commence visiblement, pour le narrateur, quand il parvient en Tartarie et en Perse.

Indiquons au passage que la réception très ritualisée de l'ambassade à Moscou évoque tout à fait le cérémonial byzantin, même si Olearius ne le voit pas³. Le transfert de civilisation par Byzance, au-delà même de la religion orthodoxe, est à mon avis un facteur essentiel.

Cette sorte de dialectique entre attirance et répulsion, entre sentiment de proximité et d'étrangeté, entre optimisme et pessimisme, sentiments alternés ou simultanés, fascination devant la richesse naturelle du pays (présente déjà chez Olearius) et exaspération face aux arriérations, on les

retrouvera toujours – avec une amplitude particulièrement accentuée en France.

D'autant plus que ce balancement est bien sûr réglé en fonction d'options géopolitiques : si l'on veut s'appuyer sur la Russie contre l'Allemagne (ou contre la France dans le cas de l'Allemagne...), alors la Russie est européenne⁴. Si au contraire on veut rassembler les autres Européens contre elle, alors elle est asiatique...

Ce qui renvoie tout de suite à la grande question des limites de l'Europe. Le premier ouvrage à l'avoir posée de façon systématique, en tendant à exclure la Russie de l'Europe, fut celui d'Oskar Halecki, *The Limits and Divisions of European History* (1950). À quoi on doit ajouter les discussions concernant les subdivisions du continent. Les Allemands ont eu tendance à privilégier le concept d'« Europe centrale », avec une connotation culturelle mais aussi politique qui visait à justifier leur hégémonie sur la région⁵. Du coup se pose la question de l'Europe orientale : s'arrête-t-elle aux frontières de la Russie (ou de l'URSS) ? Ou ne faut-il pas parler plutôt d'Europe du Centre-Est à la fois pour contester le concept de *Mitteleuropa* et pour ne pas exclure la Russie ? Il est amusant aujourd'hui de constater que, durant les années 1990, ce sont les historiens polonais et tchèques qui ont insisté pour que l'on parle à leur sujet d'Europe du Centre-Est ou d'Europe médiane et non plus d'Europe orientale, ce qui se justifie très bien, mais implique du coup que la Russie est européenne⁶...

On peut dire que, pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, l'opinion majoritaire disait que la Russie était différente de l'Europe, mais faisait néanmoins pleinement partie de l'aire culturelle européenne. D'autre part, dans un siècle encore profondément marqué par le christianisme, l'appartenance des Russes à l'orthodoxie les distinguait certes des catholiques et des protestants, mais les maintenait

dans la grande famille chrétienne, par rapport aux autres aires religieuses. L'idée, fréquemment défendue de nos jours, selon laquelle le schisme du ^x^e siècle entre chrétienté d'Orient et chrétienté d'Occident aurait établi une frontière définitive et fixé la limite de l'Europe vers l'est (excluant, outre la Russie, la plus grande partie des Balkans !) serait apparue étrange il y a deux siècles. Ce qui ne veut pas dire que les frictions religieuses dans les zones de contact entre le catholicisme et l'orthodoxie (dans les Balkans, en Ukraine, mais aussi au Moyen-Orient) n'aient pas été, et ne soient pas encore aujourd'hui, un facteur culturel et politique de première importance.

Le problème se pose évidemment aussi du côté russe : d'une certaine façon, depuis le ^{xix}^e siècle, le débat s'est situé entre « occidentalistes », partisans d'une intégration de la Russie à l'Europe sur tous les plans et de l'adoption des normes et institutions occidentales, et de l'autre les « slavophiles », persuadés d'une spécificité russe irréductible, mouvement qui a débouché à la fin du ^{xix}^e siècle sur un véritable « panslavisme » à base politique, mais aussi religieuse (la « troisième Rome »), culturelle et ethnique (théorisé par Nikolaï Danilevski dans son ouvrage de 1888, *La Russie et l'Europe*).

Cet ensemble de débats cruciaux pour la compréhension du concept même d'Europe a connu une complication supplémentaire à partir des années 1920 avec l'apparition du mouvement « eurasien ». Cette idéologie, née dans la frange de l'émigration russe qui recherchait un terrain d'entente « nationale » avec l'URSS de Staline, soulignait la spécificité russe : une double appartenance à l'Europe et à l'Asie⁷. Cette conception n'entrait pas dans les cadres idéologiques du régime, néanmoins elle a joué un rôle sous-jacent dans certaines réflexions géostratégiques discrètes de l'époque (vaste champ d'études à défricher, mais complexe !). Depuis

la fin de l'URSS, l'eurasisme est revenu en force, comme justification pour certains d'une politique extérieure refusant l'alignement pur et simple sur l'Occident et d'autre part comme moyen de rationaliser le fait que 25 % de la population de la Fédération de Russie est musulmane⁸.

La découverte réciproque commença avec Pierre le Grand, qui voulait moderniser la Russie. Il visita à différentes reprises l'Europe occidentale, il vint en France en 1717 (on se souvient du récit de son passage dans les *Mémoires* de Saint-Simon). Il fit venir des spécialistes hollandais, italiens et allemands pour les constructions navales et pour l'expertise technique (et il eut largement recours aux Baltes pour l'armée et l'administration). De manière générale, il procéda à une acculturation forcée de la Russie, contre beaucoup de résistance d'ailleurs. La Grande Catherine reprit d'une certaine façon cette politique. Elle suscita un grand engouement de la part des philosophes français de l'époque, en particulier Diderot. Ce fut le début de la longue histoire de la fascination des intellectuels français pour la Russie et ses dirigeants.

Notons d'emblée que la relation germano-russe se situera toujours sur trois plans. Un niveau pratique, avec l'expertise technique et industrielle, mais aussi administrative et militaire par l'intermédiaire des barons baltes. Un niveau politique, après les partages de la Pologne du XVIII^e siècle et la « guerre de libération » de 1813 contre la France (tradition prussienne reprise par Bismarck, renouvelée à Rapallo lors de l'accord germano-soviétique de 1922...). Un niveau culturel enfin, avec l'influence de la philosophie et des sciences allemandes, très visible dans les universités russes. Alors que la relation franco-russe sera surtout littéraire, artistique, idéologique et sentimentale⁹.

Avec sa victoire sur Napoléon, la Russie entra de plain-pied dans le concert européen : elle était désormais l'une

des grandes puissances du continent, les partages de la Pologne étaient oubliés (grâce aussi aux promesses libérales d'Alexandre I^{er} en 1815 à propos de la « Pologne du Congrès », rattachée à la Russie en principe par une simple union personnelle au profit du tsar). Mais en fait, la position de la Russie comportait beaucoup d'ambiguïtés et une ambivalence que l'on retrouvera souvent.

Alexandre I^{er} est un homme complexe : il est accueilli comme un souverain libéral, puis il déçoit (en particulier lorsqu'il suscite la Sainte-Alliance, considérée par les libéraux comme une machine de guerre réactionnaire). Certains partisans de l'Ancien Régime, tel Joseph de Maistre, qui représente la monarchie de Savoie à Saint-Pétersbourg, « attendent les Cosaques et le Saint-Esprit ». D'autres, en particulier les libéraux, sont hostiles à la Russie (ils le seront encore plus sous Nicolas I^{er}, considéré comme très réactionnaire : à ce moment-là, on assistera à une véritable polarisation idéologique autour de la Russie).

En même temps, à côté de cette division idéologique, un système international complexe se met en place autour des tsars. Il oscille entre deux combinaisons, car la Russie ne trouve pas une place stable : tantôt elle est intégrée dans le système européen, tantôt elle est repoussée, car à certains moments sa puissance inquiète les Européens.

La première combinaison est celle des « puissances du Nord » (Russie, Prusse, Autriche) qui constitue l'axe de la Sainte-Alliance, absolument décidée à maintenir les frontières des traités de Vienne, mais aussi la stabilité de leur système économique et social. Contre elles on trouve la Grande-Bretagne et de plus en plus la France.

Mais, à d'autres moments, un autre regroupement apparaît : la France, la Grande-Bretagne et l'Autriche contre la puissance géopolitique de la Russie. On en a des exemples, ainsi avec Talleyrand à Vienne en janvier 1814 qui conclut

avec Castlereagh et Metternich un traité à trois, tourné contre la Russie et ses ambitions excessives. Un autre exemple est la guerre de Crimée en 1854-1856 (l'Autriche se rapproche de Londres et Paris contre Saint-Pétersbourg, malgré l'aide russe décisive en 1848 pour faire échouer le soulèvement hongrois : la géopolitique – c'est-à-dire les intérêts autrichiens dans les Balkans – l'emporte à ce moment sur le conservatisme ; « l'ingratitude de l'Autriche étonnera le monde », dit-on alors).

Les perceptions des observateurs sur place sont aussi partagées. Un point de vue hostile, à partir de convictions libérales affirmées, est celui du marquis de Custine dans son livre célèbre, *La Russie en 1839*¹⁰. Il est très critique du despotisme russe et souligne la nécessité de s'y opposer au niveau international : « Quiconque n'a pas protesté de toutes ses forces contre la politique d'un pareil pays où de pareils actes sont possibles, et où l'on ose dire qu'ils sont nécessaires, en est jusqu'à un certain point complice et responsable¹¹. » C'est le devoir d'ingérence avant la lettre ! Le récit de Custine a souvent servi de paradigme pendant la période stalinienne et la guerre froide, et a trop souvent paru justifier une assimilation hâtive entre l'URSS communiste et la Russie de toujours.

D'autres analyses sont plus positives et soulignent les ressources d'un immense pays : par exemple celle d'Anatole De Demidoff (membre de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg et membre correspondant de l'Académie des sciences française), dans son *Voyage en Russie méridionale et en Crimée*, publié d'abord en Russie en 1839, puis à Paris en 1840 et réédité en 1842, dédié à Nicolas I^{er}. Le voyage en question avait eu lieu en 1837. Toute une série de spécialistes français y avaient participé, dont l'économiste Frédéric Le Play. L'ouvrage recense les ressources et équipements de toute nature du pays, y compris l'armée et les arsenaux, et

souligne ses potentialités. En particulier, Le Play étudie les terrains carbonifères du Donetsk, qui allaient permettre le démarrage de la révolution industrielle dans l'Empire russe.

Le livre était illustré par Raffet, qui se fit une spécialité des gravures décrivant la Russie. En effet, à la suite de la campagne de Russie, les artistes français multiplièrent dans les années 1830-1840 les gravures consacrées à ce pays, et qui contribuèrent à la large diffusion d'une vision pittoresque et dépayssante, mais pas antipathique, de l'Empire.

Une vision naissait, consciente de l'originalité de la Russie, mais pas hostile : on peut citer le *Voyage pittoresque en Russie* de Charles de Saint-Julien, paru en 1854. Et bien sûr la comtesse de Ségur, née Rostopchine. Toute ma génération a lu *Les Malheurs de Sophie*, publié en 1858, avec le fameux général Dourakine, bourru, pas très futé (*nomen est omen...*), mais si sympathique.

La guerre de Crimée repousse la Russie vers l'est, dans les perceptions aussi¹². La conférence de Paris de 1856 la marginalise, l'éloigne de l'Empire ottoman, neutralise la mer Noire. C'est pour les Russes une considérable humiliation – qui aura des conséquences. Napoléon III essaie bien un rapprochement avec Saint-Pétersbourg après la Crimée, mais cette tentative est annulée par ses interventions maladroites dans le soulèvement polonais de 1863. D'autre part, la répression de celui-ci par les Russes annule tous les effets positifs de la fin du servage proclamée par Alexandre II en 1861 et bloque la modernisation du pays, aggravant son éloignement de l'Europe.

Cela dit, le rejet n'est pas total : la Prusse soutient la Russie dans la crise polonaise, Londres réunit en 1871, après la défaite française, une conférence qui annule la neutralisation de la mer Noire. On peut dire qu'en 1871 la Russie redevient une puissance majeure du concert européen.

Pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, l'opinion majoritaire montrait que la Russie était différente, mais qu'elle faisait néanmoins pleinement partie du système international européen, du concert (comme le montre d'ailleurs l'histoire des relations internationales à l'époque) et de la civilisation européens. D'une certaine façon, l'alliance franco-russe de 1891-1893 contribue à conforter cette situation. Les Russes l'ont conclue avec Paris parce que Guillaume II refuse de renouveler le traité de réassurance que Bismarck leur avait accordé, mais la Russie ne rompt pas véritablement avec l'Allemagne : en fait, elle joue sur les deux tableaux pour être sûre d'être impliquée dans tout... Elle est désormais incontournable, car elle est courtisée à la fois par Paris et Berlin. En même temps, il est intéressant de voir que la France se trompe sur le sens de l'alliance : pour les Russes elle est relative, elle est destinée uniquement à dissuader les Allemands pour protéger ses arrières, sa véritable préoccupation n'est pas l'Europe occidentale, c'est l'Empire ottoman¹³. Il existe une dissymétrie au sein de l'alliance franco-russe.

Et avec sa modernisation, réelle même si elle est lente, le prestige de la Russie remonte. Un bon indice nous en est fourni par le guide Baedeker *La Russie. Manuel du voyageur* ; deux éditions, en 1902 et 1912, fort intéressantes d'ailleurs, permettent de suivre les progrès rapides de l'équipement du pays. Toutefois, les introductions soulignent les différences avec l'Europe occidentale (passeports, visas, contrôles) et les diverses précautions à prendre. Le voyage en Russie reste un peu une aventure. Mais la liste de la collection correspond bien au monde « occidental » de l'époque : l'Europe, y compris la Russie, l'Amérique du Nord et le pourtour de la Méditerranée. La Russie est *in*. Et tous les économistes sont convaincus qu'en 1950 il y aura deux superpuissances : l'Amérique et la Russie...

On constate ensuite que, du point de vue occidental, les liens de toute nature, y compris culturels et économiques, se développent considérablement dans le dernier quart du XIX^e siècle. C'est la grande époque du roman russe, avec l'exceptionnelle importance européenne de Tolstoï, de Dostoïevski. Très importante également est l'évolution dans la peinture, avec l'engouement des Russes pour les peintres impressionnistes français. Au début du siècle suivant, ce sera le triomphe des ballets russes et de Diaghilev.

Le système politique russe reste certes fort différent, et il est critiqué, mais le sentiment général est celui d'un rapprochement en profondeur. Il suffit de comparer les *Lettres de Russie* du marquis de Custine en 1839 et la somme d'Anatole Leroy-Beaulieu, en trois volumes, *L'Empire des tsars et les Russes*, parue de 1886 à 1889 : le sentiment d'altérité persiste certes, mais celui d'un rapprochement domine désormais. La conclusion de Leroy-Beaulieu, au départ fort critique (il avait pris fermement position contre la politique russe à l'égard de la Pologne en 1863), est que la Russie est en vrai progrès. Son ton est raisonnablement optimiste sur les réformes déjà faites et sur les perspectives de poursuite du mouvement de modernisation¹⁴.

Bien sûr, il existe en France et en Europe occidentale une opposition à la Russie tsariste : certains républicains français la qualifient de « dictature tempérée par l'assassinat » ; d'autres militants de la gauche « radicale », que l'on retrouve dans beaucoup de pays européens et pas seulement en France (c'est une internationale européenne moins connue que l'autre, la socialiste, mais en fait plus puissante avant 1914), défendent les « nationalités opprimées », en particulier au sein de l'Empire russe. Ces différents milieux sont hostiles à la Russie et à l'alliance franco-russe – c'est l'un des enjeux essentiels de la politique intérieure française en 1913-1914.

En outre, on constate l'existence d'un débat permanent, depuis le milieu du XIX^e siècle, entre ceux qui voient une grande Russie, à la tête de l'ensemble des Slaves, et ceux qui insistent sur les particularités nationales des différents peuples slaves (dont la Pologne). Un très intéressant débat a lieu au Corps législatif le 18 juillet 1868 pour faire changer le titre de la chaire du Collège de France, dite de « Langue et littérature slaves » (créée par Thiers en 1840 pour complaire aux Russes), en chaire de « Langues et littératures slaves » (pour tenir compte des autres peuples slaves européens, lutter contre le panslavisme d'une Russie considérée comme pas vraiment européenne mais qui veut dominer les Slaves) : sinon « ce n'est pas l'élément slave qui dominerait, c'est l'élément moscovite : la civilisation asiatique triompherait avec eux de la civilisation européenne », proclame un député¹⁵.

À l'inverse, on note la position de Louis Léger, titulaire de la chaire de langues et littératures slaves au Collège de France pendant la Grande Guerre, qui défend le panslavisme dans son ouvrage *Le Panslavisme et l'intérêt français*. Bien sûr, il s'agit pour lui de constituer un front commun franco-russe contre le pangermanisme. On remarquera que tout ce débat sur la Russie et les Slaves n'est pas tout à fait inactuel...

La révolution d'Octobre va bouleverser les perceptions, en les recouvrant d'ailleurs par un débat idéologique fondamental : pour certains, la Russie bolchevique est désormais le phare de l'humanité¹⁶. En face se dressent les anticommunistes et les antisoviétiques. Avec une pointe extrême selon laquelle le communisme fait retomber la Russie dans le monde « asiatique » et l'écarte de l'Europe. Cette opinion fut en fait très fréquente en Occident, et pas seulement dans l'Allemagne national-socialiste¹⁷. Elle marqua profondément les premiers penseurs de l'Europe d'après 1914 : pour Richard Coudenhove-Kalergi, par exemple, l'URSS

n'était pas européenne ; les accords de Locarno en 1925 sont d'ailleurs à comprendre aussi dans ce sens, comme destinés à maintenir la Russie bolchevique à l'écart de l'Europe¹⁸.

En même temps, la vision de classes dominantes occidentales « bourgeoises » tout entières dressées contre l'URSS est tout à fait fausse : citons les partisans de la « révolution conservatrice » en Allemagne, favorables à une entente avec Moscou¹⁹ ; en Grande-Bretagne, la division sur ce point entre les conservateurs et le groupe autour de Churchill est connue²⁰. En France, certains milieux gouvernementaux français sont très méfiants, mais on les retrouve aussi à la gauche non communiste : Briand soutient les Géorgiens en exil, il ne croit pas que l'Ukraine restera toujours dans l'URSS, il signe Locarno aussi pour écarter l'Allemagne de Moscou²¹. En revanche, certains milieux politiques et militaires qui n'ont rien de pro-communiste sont favorables à un rapprochement avec la Russie : Édouard Herriot en 1924, qui reconnaît le régime²², Pierre Laval, qui en 1935 signe le pacte franco-soviétique²³. Bien sûr, c'est chaque fois pour la même raison : trouver un contrepois à l'Allemagne...

On peut en dire autant pour la presse. Le correspondant du *Temps* et du *Petit Parisien* (qui ne sont pas des organes de gauche !) à Moscou depuis 1931, Georges Luciani (il signe Pierre Berland), est tout à fait capable d'une correspondance objective et informée qui ne sous-estime pas les réalisations du régime ni la puissance de l'URSS, même s'il admet que son attitude en cas de crise européenne est difficile à prévoir²⁴.

Il y a des réactions de personnes d'abord favorables au nouveau régime, qui se retournent quand ils en comprennent la nature réelle : André Gide par exemple, dont le *Retour d'URSS*, en 1936, a eu un considérable écho. Mais il ne comprend pas les ressorts les plus profonds du système. En général, les adversaires voient les purges, les procès

CHAPITRE PREMIER

Le temps des illusions (1990-1994)

La guerre froide s'est achevée en 1990, avec la réunification de l'Allemagne et la « Charte pour une Europe nouvelle » signée à Paris en novembre, y compris par l'URSS, et qui proclamait la démocratie libérale selon la conception occidentale comme norme européenne, mettant ainsi fin au grand clivage idéologique Est-Ouest. La fin de l'URSS en décembre 1991 fut un événement certes étroitement lié à sa défaite dans la guerre froide. Il ne faut toutefois pas confondre les deux choses : l'effondrement de l'URSS ne fut pas uniquement la conséquence directe de cette défaite, mais il résulta bien davantage de l'échec final du communisme comme système politique, économique et social. Cet échec fut en effet la conséquence de la crise intérieure du système soviétique et non pas le résultat de la politique occidentale.

Tous les dirigeants occidentaux, George H. Bush, François Mitterrand, Helmut Kohl, Margaret Thatcher, souhaitaient le maintien de l'URSS, pour éviter qu'elle ne devienne une nouvelle Yougoslavie, pays en pleine crise depuis 1990, et pour conserver un interlocuteur géopolitique fiable pour toute une série de questions : stabilité de l'Eurasie et de l'Asie centrale, armes nucléaires, énergie. En particulier,

les États-Unis espéraient, une fois les revendications occidentales satisfaites (réunification allemande et libération de l'Europe orientale), une transition apaisée vers de nouvelles relations avec l'URSS telles que, le 9 décembre 1989, le secrétaire d'État James Baker les avait esquissées : un nouveau système de sécurité « de Vladivostok à Vancouver » reposant sur l'OTAN, sur la CEE et sur une CSCE renforcée. En juin 1991, il devait développer son concept en proposant d'élargir « la communauté euro-atlantique » à l'Europe orientale et à l'URSS. Cette idée conduisit par la suite à la création du Conseil de coopération de l'OTAN, en décembre 1991. Pendant ce temps, on supposait à Washington que l'URSS puis la Russie se transformerait rapidement et assez facilement en démocratie libérale à économie de marché.

On croyait entrer dans une ère nouvelle, proclamée par le président George H. Bush au Congrès le 11 septembre 1990 : « le nouvel ordre mondial ». Juste après le début de la crise provoquée par l'occupation du Koweït par l'Irak début août, conduisant à la première guerre du Golfe, le président américain pensa venu le moment de réaliser enfin la vision de Wilson et de Roosevelt, celle d'un monde uni autour des valeurs démocratiques dont les conflits seraient gérés par l'ONU et les organismes internationaux, sous le bienveillant *leadership* américain. Le fonctionnement de l'ONU ne serait plus bloqué par l'antagonisme États-Unis-URSS, grâce à la fin de la guerre froide.

Francis Fukuyama théorisa cette doctrine dans un livre célèbre qui développait son article de 1989 : *La Fin de l'Histoire et le dernier homme*¹. D'autres commentateurs étaient beaucoup moins optimistes, comme par exemple Samuel Huntington, mais ils voyaient les menaces contre la stabilité provenir bien plus d'aires religieuses et culturelles hostiles à l'Occident que d'une Russie jugée défaite et sans autre issue que d'adopter le modèle occidental².

Table

Introduction	9
CHAPITRE PREMIER. – Le temps des illusions (1990-1994).....	29
CHAPITRE II. – Le rejet de la greffe libérale.....	51
CHAPITRE III. – Avec Bill Clinton, les États-Unis changèrent de paradigmes.....	67
CHAPITRE IV. – La crise yougoslave.....	87
CHAPITRE V. – <i>Ubris</i> occidentale et unilatéralisme, de la guerre du Golfe à la Libye (2001-2011).....	115
CHAPITRE VI. – Les contradictions de l'Europe occidentale, entre prédominance américaine et dépendance envers la Russie (2003-2011)	143
CHAPITRE VII. – Moscou revient (1999-2011)	163
CHAPITRE VIII. – Les prolégomènes du drame ukrainien (2011-2015).....	187
CHAPITRE IX. – Vers la rupture (2015-2022).....	211
CHAPITRE X. – De l'« opération militaire spéciale » à la guerre sans phrase (2022-2024)	249

LA GRANDE RUPTURE

Épilogue.....	281
Notes.....	317
Cartes.....	351
Bibliographie	357
Index des noms de personnes	361